Document generated on 10/12/2024 3:17 a.m.

Continuité

CONTINUITÉ

Une volonté de sauvegarder
Montréal au XIXe siècle

André Laberge

Number 20, Summer 1983

La préservation au Québec

URI: https://id.erudit.org/iderudit/18252ac

See table of contents

Publisher(s)

Éditions Continuité

ISSN

0714-9476 (print)
1923-2543 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Laberge, A. (1983). Une volonté de sauvegarder : montréal au XIXe siècle. *Continuité*, (20), 10–13.

Tous droits réservés © Éditions Continuité, 1982

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

UNE VOLONTÉ DE SAUVEGARDER
MONTRÉAL AU XIXe SIÈCLE

par **André Laberge,** historien de l'architecture

L'idée de préserver l'architecture ancienne au Québec et plus particulièrement à Montréal n'est pas chose si récente, contrairement à ce que l'on croit généralement. La présence de certains édifices très anciens à Montréal même et dans la région laisse soupçonner un désir de préservation antérieur au XXe siècle. Il peut être intéressant d'en connaître les débuts.

LES PREMIÈRES INTERVENTIONS

Comme chacun sait, ce mouvement a vu le jour en Europe à la fin du XVIIIe siècle, suscité par les vagues de démolition qui faisaient rage dans certaines grandes villes. À Montréal, le phénomène se manifeste parallèlement à la campagne de démolition qui vise les anciens édifices importants du Régime français dans le premier tiers du XIXe siècle.

Ainsi, dès 1801, une loi du Parlement bas-canadien autorise le démantèlement des anciennes fortifications de Montréal, afin de faciliter la communication entre la vieille ville et les faubourgs. Puis en 1803, le château de Vaudreuil et l'établissement des Jésuites disparaissent dans un incendie qui détruit également tout un secteur de la vieille ville près de la place Jacques-Cartier.

En 1820, c'est le tour de l'ancien Hôtel-Dieu situé sur la rue Saint-Paul, démoli par sections pour en permettre la reconstruction. Dix ans plus tard, après l'achèvement de l'actuelle église Notre-Dame, disparaît celle qui avait été édifiée de 1672 à 1683 en pleine rue Notre-Dame face à la place d'Armes. Auparavant, certains notables avaient débattu sa conservation, non sans résultat. Enfin, nombre de maisons particulières sont remplacées ou transformées un peu partout dans la ville.

Toutefois, quelques personnes vont tenter d'enrayer cette hécatombe d'édifices datant du Régime français. Pourquoi ceux de cette époque? D'abord ce sont les plus anciens, mais ils ont surtout une valeur symbolique par rapport au nationalisme canadien-français qui pointe et dans une ville qui s'anglicise de plus en plus. Parmi ces personnes, un homme comptera particulièrement: Jacques Viger (1787-1858).

VIGER ET SON OEUVRE

Premier maire de Montréal, et *antiquaire*, comme on disait à l'époque, ou collectionneur de documents historiques, Viger s'est intéressé de près à la conservation des édifices anciens de sa ville. Il en est d'ailleurs le premier intervenant même si aucun document ne le mentionne explicitement.

De 1826 à 1830 environ, il fait exécuter plusieurs aquarelles d'édifices importants de Montréal, qui sont même pour certaines des reconstitutions de bâtiments disparus (le fort de Senneville ou l'ancien château de Vaudreuil). Comme il fait faire également celle de la façade de l'ancienne église Notre-Dame, mais d'après le projet de l'ingénieur Gaspard Chaussegros de Léry de 1722 qui prévoyait une tour de chaque côté de la façade alors que l'édifice n'en a reçu qu'une au cours de son histoire. Chose surprenante, lors de la démolition de la vieille église Notre-Dame la même année, la façade en pierre de taille fut déposée puis remontée devant l'église des Récollets nouvellement allongée. Cependant, cette nouvelle façade n'a pas été reconstituée telle quelle (résulta des travaux effectués en 1811), mais selon l'aquarelle de Viger, comme elle était de 1720 à 1810 environ, les tours en moins. L'intervention directe ou indirecte de Viger paraît alors indéniable. En plus d'être une victoire pour les tenants de la conservation, la reconstitution de cette façade marque le début de la restauration au Québec.

Malheureusement, ce témoignage est anéanti en 1867. La fabrique de Notre-Dame, endettée par la construction de plusieurs églises sur son territoire, vend l'église des Récollets à des marchands qui s'empressent de la démolir.

Ce souci de conservation s'était développé chez Viger au contact de Louis Charland, originaire de Québec et *antiquaire* à ses heures, qui lui apprenait son métier d'arpenteur. Ce dernier a été sans doute initié par quelques Britanniques débarqués dans la capitale à la fin du XVIIIe siècle. Le courant pour la préservation qui s'instaure à Montréal un peu plus tard s'inscrit tout naturellement dans la continuité de celui qui s'épanouissait en Angleterre dans la seconde moitié du XVIIIe siècle.

Parmi les contemporains de Viger qui se sont intéressés à l'architecture ancienne, il faut mentionner Northon Bosworth. Son ouvrage intitulé **Hochelaga Depicta**, paru pour la première fois en 1839, fait l'historique de

Éditeur officiel du Québec

Menacée plusieurs fois, la conservation de l'église Notre-Dame-de-Bonsecours dans le Vieux-Montréal fut assurée à la fin du XIXe siècle mais les Sulpiciens y entreprirent des travaux de réfection qui en modifièrent radicalement l'aspect.

la plupart des édifices importants de Montréal, anciens et nouveaux, accompagné d'illustrations et reste encore aujourd'hui la principale source de renseignements sur l'architecture ancienne de Montréal.

UNE OBSESSION: LE RÉGIME FRANCAIS

Dans la seconde moitié du XIXe siècle, le paysage architectural se modifie radicalement. L'agglomération s'étend de toutes parts et la vieille ville perd son caractère colonial et sa vocation résidentielle. Elle prend nettement l'air victorien qu'elle a conservé depuis, alors que sa vocation devient essentiellement commerciale et portuaire. Ce changement entraîne forcément la démolition de plusieurs édifices anciens au profit de nouveaux qui correspondent mieux à cette nouvelle vocation. La disparition des ensembles conventuels du quartier à ce moment, alors qu'il en surgit un peu partout dans la ville, témoigne on ne peut mieux de cette nouvelle affectation. Seul, le séminaire des Sulpiciens, construit à la fin du XVIIe siècle et agrandi au début du XVIIIe a subsisté après avoir failli être remplacé par un nouvel édifice beaucoup plus vaste vers 1850. La seule aile qui en a été réalisée a toutefois entraîné la démolition d'une partie de l'ancien couvent.

Devant ces démolitions, on aurait pu s'attendre à des protestations, et en particulier celles des deux sociétés historiques, mais ce ne fut pas le cas. Celles-ci ne s'intéressaient pas spécialement à la préservation. C'est plutôt individuellement et tardivement que certains de leurs membres oeuvreront en ce sens. Dans la première, de tendance francophone et fondée par Jacques Viger en 1858, Désiré Girouard et Louis-Adolphe Huguet-Latour sont des noms à retenir. Chez les membres de la *Numismatic and Archeological Society of Montreal* créée en 1862, cette préoccupation était nettement plus affirmée. Alfred Sandham, Henry Mott, William McLennan, William D. Lighthall et Roswell C. Lyman, entre autres, ont écrit à ce sujet.

L'ÉVEIL DES CONSERVATEURS

Cependant, au milieu de ces démolitions et de cette indifférence générale, deux débats vont mobiliser tous les tenants de la conservation. Le premier concerne l'église Notre-Dame-de-Bonsecours. Construite en 1771-1772, sur l'emplacement d'une chapelle fondée par Marguerite Bourgeoys au XVIIe siècle, cette église était un lieu de pèlerinage. En 1863, la Corporation municipale de Montréal avait souhaité acquérir ce terrain pour prolonger la rue Bonsecours jusqu'au fleuve. Elle revint à la charge en 1867, la fabrique de Notre-Dame désirant vendre certaines propriétés, mais sans succès car l'église fut cédée finalement aux Sulpiciens en 1869. En 1882, le prolongement de la rue Bonsecours pour faciliter l'accès à la nouvelle gare du Canadien Pacifique refit surface. Toutefois, il fut unanimement rejeté: l'église devait être conservée, soit à cause des souvenirs de la fondation mystique de Montréal soit à cause de son ancienneté. Finalement, la Corporation abandonna son projet et la gare fut déplacée vers le nord-est où elle prendra le nom de Viger. Mais une fois la conservation de l'édifice assurée, les Sulpiciens y entreprirent des travaux de réfection qui en modifièrent radicalement l'aspect; il n'en conservèrent que la structure, non sans protestation. Était-ce pour lui donner une allure nouvelle et écarter ainsi toute autre menace de démolition?

Le château Ramezay fut au coeur du deuxième débat. Tant qu'il servit d'école ou d'université, sa conservation n'inquiéta personne, tout en étant un sujet d'intérêt pour plusieurs historiens. Édifié en 1705, modifié à plusieurs reprises, il avait abrité diffé-

Metropolitan Toronto Library

Rare spécimen de l'architecture militaire française: le fort Chambly vers 1867. Construit au début du XVIIIe siècle, modifié avant la Conquête, il est restauré en 1882 et 1883. Aujourd'hui, la nouvelle campagne de restauration effacera les traces de la première, plus respectueuse de ces vestiges.

Le château Ramezay édifié en 1705 est désaffecté en 1 transformation en musée historique en 1896.

rentes personnalités politiques. Mais il est désaffecté en 1892 et son propriétaire, le gouvernement provincial, entreprit de lotir le vaste terrain pour le vendre aux enchères. À l'instigation de la société numismatique, appuyée par de nombreux citoyens, la Corporation municipale put acquérir le château et le mettre à la disposition de cette société. Celle-ci y a inauguré en 1896 un musée historique qui existe encore aujourd'hui. En 1903, elle fit ajouter une annexe flanquée d'une tour à la gauche de l'édifice, vraisemblablement pour lui donner l'aspect d'un *château*.

Parmi les nombreuses démolitions de la seconde moitié du XIXe siècle, il est surprenant de constater que seuls deux édifices du Régime français ont suscité une polémique quant à leur conservation. En fait, les gens de cette époque étaient d'abord intéressés à sauvegarder ce qu'il restait du Régime français et en particulier les demeures des personnages importants. Aussi, vu la rareté des vestiges du Régime français à Montréal, ceux de la région immédiate prennent toute leur valeur. C'est alors une véritable découverte du patrimoine régional par les *antiquaires* de Montréal.

LA DÉCOUVERTE DU PATRIMOINE RÉGIONAL

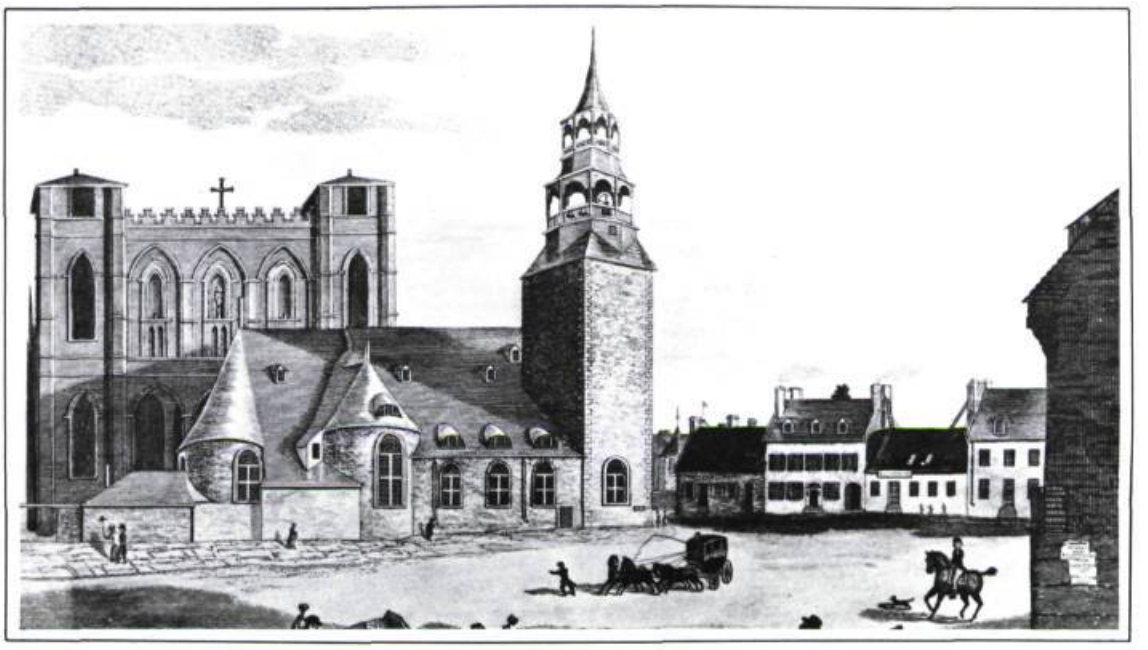
Dans la campagne environnante, le paysage architectural se modifie également mais plus lentement. Si l'on est porté à démolir, certains membres des sociétés historiques de Montréal incitent à la conservation. C'est le cas notamment de Désiré Girouard avec son **Lake St. Louis Old and New**, de William D. Lighthall avec son article *Lower Canadian Manor Houses* paru dans **The Dominion Il-Illustrated** du 24 octobre 1891 et de William McLennan qui manifeste en faveur de la chapelle Cuthbert de Berthierville, premier temple protestant construit au Québec (1786). Ces historiens sont d'ailleurs les premiers à s'intéresser quelque peu à l'architecture postérieure à la Conquête.

Un autre débat d'importance va porter sur la conservation d'un spécimen de l'architecture militaire: le fort de Chambly. Construit dans le premier quart du XVIIIe siècle et modifié avant la Conquête, il tombait alors en ruine. En 1874, J.O. Dion, originaire de cette localité et journaliste à Montréal, publie des articles pour déplorer la décrépitude de l'édifice et s'attire aussitôt la sympathie de membres de la société numismatique. En 1881, il s'adresse même au gouvernement fédéral, propriétaire de l'édifice, qui accepte de contribuer financièrement à sa conservation. Des travaux sont enfin effectués en 1882 et 1883 sous la direction de l'architecte Thomas Fuller. Cette campagne de restauration vise d'abord à consolider les ruines existantes; s'y ajoutent, gravés sur le portail, les noms des personnalités du Régime français qui y ont séjourné. L'intérêt était d'autant plus fort que les exemples de l'architecture militaire française sont plutôt rares dans la région de Montréal.

Malheureusement, ces premières réalisations à Montréal et aux alentours ont presque toutes disparu: l'église des Récollets démolie, le château Ramezay fortement restauré il y a quelques années, bien que l'annexe de 1903 soit encore intacte. Aujourd'hui les restaurations du fort de Chambly auront fait également disparaître les traces de la première qui pourtant respectait davantage ces vestiges. Seule l'église Notre-Dame-de-Bonsecours conserve presque intégralement les témoignages de sa première restauration.

Le mouvement pour la préservation à Montréal a des racines relativement anciennes qui remontent au début du siècle dernier; il n'était peut-être pas défendu par des associations aussi structurées qu'aujourd'hui mais soutenu par une volonté de sauvegarder les éléments essentiels. ■

s'inquiéta de son avenir jusqu'à sa



La place d'Armes à Montréal en 1830 nous montre l'ancienne et la nouvelle église Notre-Dame. L'ancienne église, comme plusieurs témoins du régime français, disparaîtra à cette époque. Gravure de Robert A. Sproule, photo extraite de Charles P. de Volpi et P.S. Winkworth. Montréal, recueil iconographique.